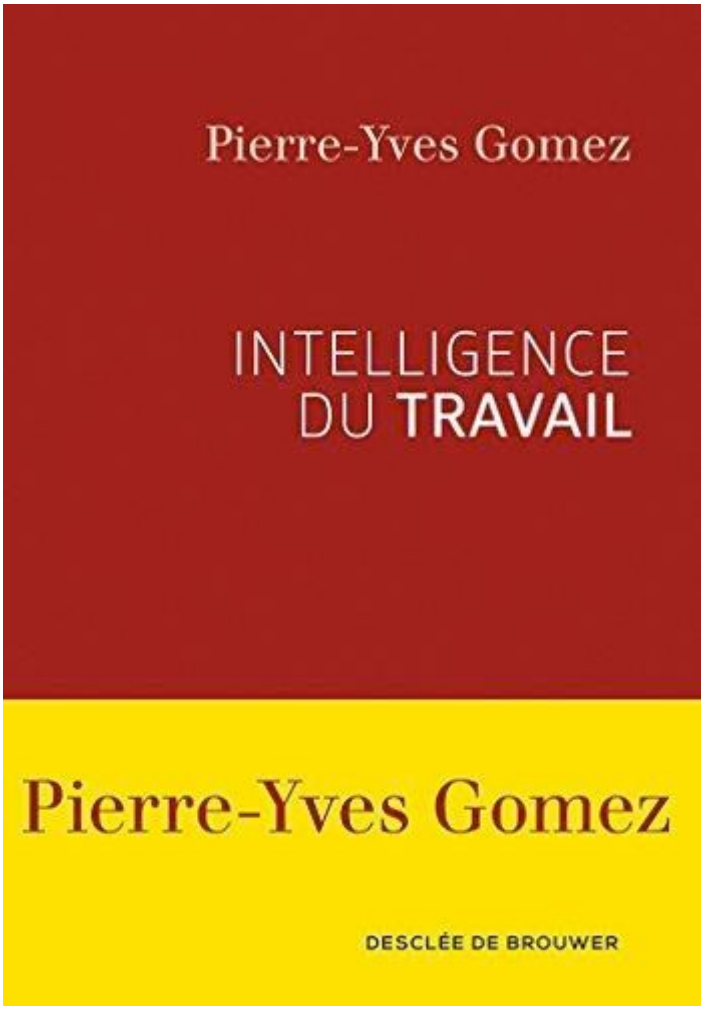

Pierre-Yves Gomez
INTELLIGENCE
DU TRAVAIL
Pierre-Yves Gomez
DESCLÉE DE BROUWER

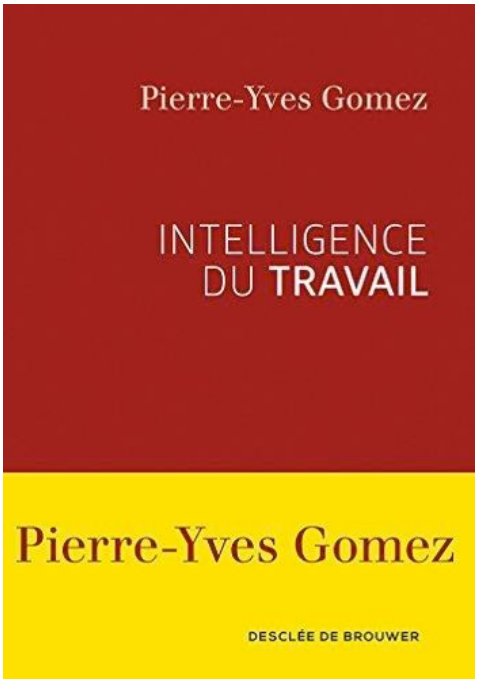
L'ESSENTIEL DU LIVRE

Intelligence du travail

- par Pierre-Yves GOMEZ
- 181 pages
- Septembre 2016
- Catégories : Économie, Politique

CE QUE VOUS APPRENDREZ

Comment penser le travail dans sa globalité pour façonner notre société différemment



SOMMAIRE

Intelligence du travail ne comporte pas de sommaire formalisé.
Le livre est organisé en 21 chapitres sans titre.

Le sommaire ci-dessous est donc une proposition :

1. Introduction
2. Définition du travail
3. Intelligence du travail
4. Héritage du travail
5. Le travail domestique
6. Le travail bénévole
7. Le travail salarié ou rétribué
8. Le processus de dépréciation du travail
9. Cité du travailleur et cité du consommateur
10. Quelle liberté dans la cité du consommateur ?
11. La condition du travailleur
12. La question sociale du travailleur
13. La cité du consommateur : un mythe ?
14. La cité du consommateur : une impasse !
15. Rester maître de nos outils de production
16. La guerre des deux cités
17. Maîtrise des plateformes
18. Les enjeux de la robotisation
19. Redéfinir la gestion et l'organisation des entreprises
20. Comment agir à l'avènement de la cité du travailleur ?
21. Conclusion

Introduction

Quelle est la motivation de tous ceux que nous appelons les « migrants » et que nous avons vu déferler sur l'Europe au cours de la dernière décennie ? Ils cherchent du travail !

Ils rêvent de dignité, de dignité par le travail, pour ne plus être des citoyens de second rang. Pour cela, ils sont prêts à tous les sacrifices et humiliations, à braver les éléments pour rejoindre l'Allemagne, l'Angleterre ou la France.

Les migrants façonnent un pays par leur travail, à l'image de la famille de l'auteur qui fut « un jour migrante. Des ancêtres pauvres ont fui l'Espagne et l'Italie, ils se sont installés en Algérie qui était alors une partie incertaine et nouvelle de la France ». Par leur travail, ils participent à la création de valeur. S'exiler est violent, notamment parce que l'on quitte ce que l'on a contribué à faire naître et grandir par son travail.

En France, nous débattons sur ce qu'est censé être notre identité nationale, débats alimentés par le terrorisme et l'immigration. Avec des arguments plus ou moins recevables nous tentons de trouver des justifications sur les raisons qui poussent certains à remettre en cause notre *vivre ensemble.*

Parler d'identité nationale nécessite de définir ce qu'est une nation. Renan propose la définition suivante : « Elle est une communauté, une dette que nous portons en commun sur notre passé et sur notre avenir ». En filigrane de cette définition apparaît une évidence : « une communauté n'est

pas une idée vague ou abstraite ; elle se constitue concrètement par les activités de ses membres, par leur manière de travailler ensemble et par les relations concrètes que leur travail produit. Des humains se relient les uns aux autres dans la fabrication de biens et de services qui leur sont utiles. Le travail de chacun élabore, jour après jour, une vie collective. La France, c'est une somme d'efforts accomplis, hier et aujourd'hui, pour que notre vie matérielle soit possible. »

Par cette définition, on perçoit donc l'importance du travail pour les membres d'une communauté et pour la communauté elle-même, pour la société et la nation française donc.

Chapitre 2 - Définition du travail

« J'appelle travail l'activité de l'être humain qui, confronté à des contraintes, produit selon un projet déterminé, quelque chose pouvant servir à d'autres. »

Le travail, quelque soit sa forme (rémunérée ou non), est un fondement de notre liberté. Pour quatre raisons :

1. Le travail nous permet d'agir sur un environnement qui nous contraint.

En effet, grâce au travail, nous mangeons, nous pouvons nous habiller, nous chauffer et nous libérer des contraintes de l'environnement en le rendant plus fécond.

2. Il permet de nous libérer de nos dépendances aux autres

Lorsque nous prenons part à la fabrication de la société par le travail, nous passons d'un état de dépendance aux autres à un état d'interdépendance. La multiplication de ces interdépendances par le travail nous libère d'une dépendance exclusive.

3. Il permet d'exprimer nos talents

La pratique nous rend habile et nous développons une expérience et des compétences. Travailler permet d'exprimer et de faire grandir des savoir-faire et des talents.

4. Il permet, enfin, de donner du sens à nos actes

Le travail nous libère, enfin et surtout, parce qu'il donne du sens à nos actes qui s'inscrivent dans un projet global. « L'acte donne corps à une idée ».

« Le bricoleur ou l'artiste peintre reculent de quelques pas devant l'installation électrique ou la toile achevée et ils ont le même réflexe : regarder ce qui est produit par eux, ce que leur travail a cristallisé dans l'océan des possibles. Je l'ai fait, se disent-ils, et le hasard est momentanément aboli, le travailleur s'en est émancipé. Son travail a mis de l'intelligence dans un monde qui n'en a pas ».

Cette évidence de liberté acquise par le travail a été contredite par l'histoire : « le travail rend libre ! » pouvait-on lire à l'entrée d'Auschwitz. Cette réalité permet de prendre conscience qu'en plus du travail en lui-même, nous devons considérer les conditions de sa réalisation et la condition du travailleur.
« Les conditions de travail sont les modalités matérielles selon lesquelles le travail est réalisé : le temps, la cadence, l'hygiène ou la sécurité ».
« Les conditions du travailleur, c'est, plus radicalement, la manière dont une communauté permet ou non aux travailleurs d'avoir l'intelligence de leur actes - et ainsi être reconnus ou niés comme être humains capables de donner du sens à leur travail. »
Cette condition du travailleur était inexistante dans les camps de concentration.

Il importe donc d'aborder les choses dans l'ordre afin d'obtenir un tout cohérent :

1. Définir les principes moraux et politiques qui, pour un espace donné, régissent les conditions du travailleur.
2. L'organisation des communautés de travail qui doivent permettre de donner au travailleur, l'intelligence de son travail.

3. Les conditions de travail.

Ne pas aborder le sujet dans sa globalité, c'est prendre le risque d'aliéner le travailleur plutôt que de lui permettre de s'émanciper et de devenir libre par son travail. Quatre sources d'aliénation correspondent aux quatre sources de liberté évoquées :

1. Travailler uniquement pour survivre et non pas vivre.
2. Travailler en étant soumis à un ordre social ou à des techniques et technologies qui imposent leurs lots de contraintes. Le travail ne permet alors pas de devenir indépendant, il aliène le travailleur à d'autres dépendances.
3. Travailler au-delà de nos compétences et de nos forces sous prétextes d'être efficaces et productif. Le travail aliène alors car il use les forces et talents sans les développer, puis les remplacent par d'autres travailleurs plus frais.
4. Travailler, et cela résume tout, sans avoir l'intelligence de son travail, sans pouvoir en percevoir le sens. Travailler parce qu'il faut travailler, sans être capable d'en déterminer les raisons ou de les trouver insensées.

Le travail rend libre mais le travailleur est menacé d'aliénation, « les deux pôles se font face et du basculement de l'un vers l'autre dépend notre façon de vivre ensemble. Puisque l'intelligence du travail est si décisive dans ce basculement, il nous faut mieux comprendre ce qui la nourrit ».

Chapitre 3 - Intelligence du travail

« Avoir l'intelligence de son travail, c'est être capable de lui donner du sens ».

Cette demande de sens n'est pas une affaire de communication des entreprises. « Le travail produit une expérience de vie et tant qu'on ne saisit pas cela, on ne peut ni le comprendre, ni se comprendre soi-même en tant que travailleur. Ni comprendre la signification matérielle du vivre ensemble. »

Contrairement à ce que l'on pourrait objecter, cette réalité touche toutes les formes de travail. Quelles que soient les fonctions des travailleurs, la souffrance germe dans cette perte de sens au travail. Autrement dit, nous sommes tous égaux devant cette aspiration de sens au travail.

Il faut donc définir ce qui donne du sens au travail : « c'est le sentiment d'être utile. (…). Selon l'étymologie, est utile ce dont on peut jouir soi-même et ce qui est profitable à quelqu'un d'autre.

Donner un sens au travail, c'est le savoir utile, c'est pouvoir répondre à ces deux questions :

- « A quoi ça sert ? »

« Le propre du travail, par rapport à toute autre activité humaine comme le sport ou le jeu, c'est de réaliser quelque chose qui échappe au travailleur, dont le résultat existe en dehors de lui ».

Ce que nous produisons par notre travail est destiné à d'autres et évalué par ces autres : clients, patients, lecteurs,

utilisateurs,…

Lorsque notre travail nous semble inutile parce qu'il ne sert pas ces « autres », nous perdons alors notre motivation et le sens de notre travail.

Nous ne décidons donc pas seul du sens créé par notre travail. C'est pourquoi le travail est politique, il prend son sens dans une communauté. Par conséquent, quand le travail n'a plus de sens, la communauté à qui il était destiné se délite et est remise en question. La relation d'interdépendance évoquée plus haut est remise en cause avec un risque d'aliénation des travailleurs.

Par cette approche nous pouvons mesurer le degré d'humanité et de recherche de sens d'une communauté en fonction des activités qu'elle considère ou non comme utile et nécessaire.

- « A quoi je sers ? »

Après s'être interrogé sur le sens de notre travail, chacun se pose la question légitime de son rôle dans la communauté. Par notre travail, nous souhaitons être reconnu. Cette reconnaissance de la communauté permet, là encore, de mesurer l'importance donnée aux activités de chacun. Ne pas reconnaître l'utilité d'un travailleur, c'est remettre en cause sa place dans la société et dans la communauté.

Répondre de façon individuelle et collective à ces deux questions, c'est définir le vivre ensemble que nous souhaitons et définir un projet commun qui engage chaque acteur. Les réponses données participent à « la solidité ou à la décomposition d'un vivre ensemble ».

Chapitre 4 – Héritage du travail

Contempler la réalité, c'est contempler les ouvrages laissés par le travail commun. Chaque pays, chaque ville, chaque paysage est singulier parce que façonné par les efforts collectifs des générations passées. « Lorsque nous visitons un pays, ce que nous voyons, ce sont les personnes bien sûr et ce sont aussi les fruits du travail présent et passé : des châteaux, des temples, des routes et des ponts, des bâtiments, des villes, des usines, des outils, des objets, des champs ou des enclos ». Ces éléments caractéristiques figent dans le présent le travail accumulé par les hommes et les femmes au fil du temps. « Apporter son concours à ce mouvement de production, c'est donc entrer soi-même dans la suite des efforts nécessaires pour que se renouvelle et se développe la communauté à laquelle on appartient».

Ne pas avoir conscience de cette réalité, c'est nier le sens du travail et son rôle dans la société.

« J'aimerais que l'on puisse enseigner la géographie économique que produisent les habitants d'un territoire, pour apprendre, très tôt, que la justice sociale exige un travail reconnu pour tous, qu'une place est nécessaire pour chacun, à son rythme, à sa hauteur, selon ses moyens, selon sa force et sa vulnérabilité. Que la condition du travailleur détermine celle du citoyen et qu'une société civilisée doit la défendre. Que nous sommes inscrits dans un destin collectif non pas selon des idées communes, selon un passé ou un projet commun, selon une culture et une mémoire, mais aussi par le tissage quotidien des liens dans lesquels nous impliquent les mille expressions de l'activité humaines ».

Chapitre 5 - Le travail domestique

La première forme de travail est le travail domestique : « du latin *domus*, la maison. Faire en sorte que la maison soit ordonnée, c'est le sens initial du mot grec *économie* : sa propre maison (*oikos*), à gérer (*nomos*) ».

Le travail domestique est l'ensemble des tâches qui permettent à la maison de fonctionner : approvisionnement, entretien, repas, bricolage, jardinage, tâches administratives…sans oublier l'éducation des enfants.

Nous ne voyons plus ces tâches comme des activités économiques à part entière puisqu'on nous a appris à ne plus le faire. Pourtant ces activités occupent une part importante de notre quotidien. En tant que citoyens d'un pays libre, nous aspirons d'ailleurs à fixer les règles qui régissent ce travail domestique et qui fondent la première communauté à laquelle nous appartenons et que nous façonnons chaque jour : la famille.

La famille est le premier niveau de *vivre ensemble,* lui aussi façonné par notre travail, notre travail domestique. Il permet aussi de répondre aux questions évoquées plus haut (à quoi ça sert ? - à quoi je sers ?), qui par les réponses que chacun apporte donnent du sens à notre rôle dans cette communauté qu'est la famille. Ainsi, « beaucoup de choses se révèlent d'une famille quand on sait qui fait quoi, parce que l'on perçoit comment se construit matériellement cette communauté élémentaire ».

Longtemps ce travail domestique était « presque tout », aujourd'hui, en occident, nous avons créé des

interdépendances pour ce travail que nous faisons réaliser par des membres externes de nos familles. Un niveau de travail domestique minimum est néanmoins nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de notre communauté familiale. Ce travail de la vie ordinaire donne du sens à la famille, ne pas en avoir conscience, c'est prendre le risque de ne pas être en mesure de faire face aux difficultés ou contrariétés du quotidien.

Quand on ne reconnaît pas cette forme de travail, « quand on ne calcule pas cette valeur économique, c'est une grande partie de la vie active réelle qui devient obscure ». Les sceptiques pourront s'en convaincre en imaginant substituer telle ou telle activité domestique par le recours à un employé rémunéré.

Pourtant et à partir du début du XXème siècle, nous avons peu à peu considéré la maison comme un lieu où l'on ne travaille pas, et le travail domestique comme n'étant pas du vrai travail. En 1901, le recensement anglais n'intègre plus le travail « privé ».

Il est d'ailleurs intéressant d'observer un retournement des choses à travers ces cadres qui quittent le salariat pour ouvrir des maisons d'hôtes et ainsi tirer un revenu de leur travail domestique.

Cette non considération du travail domestique est une injustice car celui-ci a du sens et compte pour la réalisation de communautés familiales. Cette forme de travail doit être considérée au même titre que les autres formes de travail que nous allons évoquer.

Cette injustice faite au travail domestique prend sa source

dans le fait que la production industrialisée a où avait besoin de main d'œuvre pour se réaliser.

Chapitre 6 - Le travail bénévole

Le travail peut également prendre une forme bénévole à travers de multiples activités sociales. « Le bénévolat représente en France à peu près l'équivalent d'un million d'emplois à plein-temps. Onze millions de français travaillent librement quelques jours par an ».

Sans nous en rendre compte, nous pouvons également travailler bénévolement, lorsque nous contribuons à Wikipédia, montons un meuble, laissons un avis, partageons une recette de cuisine…

De la même façon que les autres formes de travail, ces activités bénévoles participent à la création, à l'invention de communautés de sens.

Une autre forme de travail bénévole est le « travail du consommateur », travail qu'il faut effectuer en tant que consommateur d'un bien ou d'un service pour pouvoir en disposer pleinement.

Travail domestique et travail bénévole sont déconsidérés par l'économie classique et il faut admettre que la plupart d'entre nous avons du mal à les envisager comme du travail « réel » au même titre que le travail rétribué.

Chapitre 7 - Le travail salarié ou rétribué

On distingue deux formes principales de travail rétribué : les artisans, agriculteurs, professions libérales et entrepreneurs d'une part et les salariés d'autres part. Les premiers, indépendants, sont considérés comme plus « libres » dans l'exercice de leur travail. Le prix de cette liberté est une rétribution plus fluctuante et moins sûre que les travailleurs salariés. « L'intelligence de leur travail est établie de façon corporatiste ».

Le travail salarié « concerne en France 24 millions de personnes, dont 60% sont des ouvriers et des employés. La moitié des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 250 personnes, un tiers dans des entreprises de plus de 5 000 employés ». Cette forme de travail se réalise dans des organisations, selon des règles qui régissent le travail de chacun d'une façon *organisée.* Le travailleur accepte donc de participer à un projet dans lequel le sens du travail est décidé par une organisation et formalisé dans un contrat.

En résumé, « la géographie du travail se déploie depuis les zones les plus autonomes, celles du travail domestique où on s'organise comme l'on veut ; en passant par les régions de quasi-autonomie du travail bénévole ou du travail du client ; puis celles, semi-autonomes, du travail indépendant ; enfin celles aménagées et organisées du travail salarié. Dans chacune de ces régions, on produit des biens et des services et on forme des communautés : familles, associations, syndicats professionnels, entreprises ».

Le travail revêt donc différentes formes d'activités. Le

travailleur, en revanche, est une même personne qui partage son temps entre ces différentes expressions du travail. Activités familiales au quotidien, bénévolat parfois et activités rémunérées. On ne travaille donc pas « uniquement » 35 heures par semaine ou plus, la notion de travail est bien plus large.

Des communautés se réalisent par nos différentes activités. Ce sont ces différentes activités qui constituent notre communauté nationale et notre façon de vivre ensemble. Il est important que chacun puisse contribuer à la fabrication matérielle ou spirituelle de ce vivre ensemble, c'est le rôle des règles que nous instaurons et qui régissent nos différentes communautés. Ces règles doivent donc prendre en compte toutes les formes de travail, les interdépendances mais aussi protéger ceux qui sont exclus de ces activités.

Travailler et agir, c'est multiplier les occasions de vivre ensemble et façonner à la construction de notre société. « C'est la véritable économie ».

Il est important de faire sentir cette réalité dès le plus jeune âge et d'enseigner que « ce que nous sommes ensemble, c'est aussi, au sens propre, ce que nous fabriquons ensemble ». Faire prendre conscience très tôt que notre environnement est le résultat d'activités de travailleurs concrets. De travailleurs avec leurs spécificités car appartenant à des communautés, dont la communauté nationale.

Chapitre 8 - Le processus de dépréciation de certaines expressions du travail

Actuellement, seul le travail rémunéré est considéré par l'économie moderne et un glissement sémantique s'est opéré considérant que le mot « travail » désigne uniquement les activités rémunérées. Les autres expressions du travail décrites précédemment sont négligées.

Cette myopie collective est favorisée par le fait que le travail rémunéré conditionne la réalisation des autres formes de travail qui sont rendues possible grâce aux revenus de ce premier. Cette dépendance nous pousse à voir uniquement cette forme de travail. Mais cette dépendance n'est pas sans conséquence : « le sens du travail se détache du travailleur ».

Cette situation émane d'un processus que nous pouvons résumer en quatre étapes :

1. L'exode rural et la division du travail
2. La mécanisation
3. La mondialisation
4. La financiarisation de notre économie

De ces quatre étapes résultent une double dépréciation du travail : considération du travail rétribué uniquement et perte de sens du travail qui se désincarne du fait de sa division, de la mécanisation, de la mondialisation puis de la financiarisation.

« Double perte de l'intelligence du travail. Etape par étape,

cette évolution a privé les travailleurs de ce qui peut les rendre libre ».

Ce processus s'est opéré avec le consentement des travailleurs qui voyaient, au départ, l'exode rural comme une opportunité d'obtenir un revenu fixe. Mais ensuite, *comment* ce glissement a-t-il pu avoir lieu ?

Chapitre 9 - Cité du travailleur et cité du consommateur

Deux modèles s'affrontent, ils répondent à deux aspirations bien distinctes. L'auteur les présente comme sous le concept de *cité.*

La première cité est celle du travailleur. Son fonctionnement est basé sur le travail utile qui crée des communautés de sens. « Le travail est une activité souveraine et on jouit des biens et des services que permet la production utile ».

La seconde cité est la cité du consommateur qui a pour but l'agréable et la jouissance de la quantité des biens que l'on accumule. « Ce qui fait la vie en commun, c'est le pouvoir d'achat de chacun ». Le travail y est nécessaire mais prend son sens uniquement parce qu'il permet de consommer sans entraves.

Ces deux cités proposent à ces habitants deux façons de concevoir le vivre ensemble, deux visions opposées. « Même s'il faut joindre l'utile à l'agréable, ce n'est pas la même chose de trouver agréable ce qui est utile, et de le consommer en conséquence ; ou de trouver utile ce qui est agréable, et de le produire en conséquence ». Deux projets politiques s'opposent, le premier visant à favoriser la mise en valeur du travail utile, le second à favoriser la consommation sans entrave.

Le processus évoqué dans le chapitre précédent a décorélé l'effort nécessaire pour la production d'un bien et sa consommation. Ce processus a permis d'accroître les capacités et les coûts de production. Ce que les travailleurs

ont perdu en autonomie, les consommateurs l'ont gagné en jouissance de produits disponibles et bon marché. Ainsi se renforçait la suprématie du travail rémunéré sur les autres formes de travail, car celui-ci permettait de consommer.

L'une des principales conséquences de ce mode de fonctionnement capitalistique est que pour assurer la rentabilité du capital, il faut produire toujours plus pour que « la consommation soit sans cesse augmentée et renouvelée ». « Ce qui permet au capitaliste de prospérer, ce n'est donc pas le travailleur, c'est le consommateur ».

Dans la cité du consommateur, l'agréable triomphe de l'utile. La consommation domine le sens de notre travail. « La question de la finalité n'est plus « à quoi ça sert ? » mais : « est-ce agréable ? ».

Chapitre 10 - Quelle liberté dans la cité du consommateur ?

« En faisant mémoire de l'âge du pain, de l'âge du nécessaire, nous regardons notre opulente cité de la consommation. Et nous voyons que les joies consommatrices toujours renouvelées et sans entraves, réduisent le consommateur à être une bouche, un ventre, un anus. Il n'a plus de mains ».

Dans la cité du consommateur, l'individu et la société dans son ensemble, consomme puis rejette massivement pour reproduire ce cycle de façon continue, de plus en plus vite, de façon intensive. C'est une activité sans fin qui n'a pas pour objectif de combler nos besoins mais de répondre à notre boulimie pour les nouveautés et les modes.

Nous consommons mais sommes incapables de produire, de fabriquer, de réparer, « nous n'avons plus de mains ». Pire, nous n'avons plus conscience du travail nécessaire à la production et à la mise à disposition des biens dont nous disposons. Notre consommation est désincarnée, tout apparaît comme par magie dans les temples de la consommation que nous fréquentons, comme mis à disposition par une main invisible.

La cité du consommateur fonctionne car ses consommateurs sont aussi les travailleurs qui produisent afin de nourrir cette croissance infinie et pouvoir consommer de nouveau. « Il n'est pas besoin de faire référence aux bonheurs de la vie frugale ou au catastrophisme écologique pour comprendre que la logique de consommation intensive aliène le travailleur. Le capitalisme l'a enchaîné non aux

exigences du capital, mais à celles, bien plus dangereuses, des ses désirs ».

C'est donc la consommation qui définit le sens du travail, le consommateur qui ordonne au travailleur de produire selon ses désirs. Le travailleur vit bien ou mieux matériellement mais a perdu sa liberté devenant « le serviteur insignifiant d'une finalité qui lui échappe ».

Chapitre 11 - La condition du travailleur

« Le travail et les travailleurs concrets ont été ainsi méthodiquement et hermétiquement enfermés dans une classe sociale, celle des prolétaires ».

La vision politique actuelle du travail et de la condition du travailleur se résume à une lutte des classes désincarnée. Cette idéologie a abandonnée les vies concrètes des travailleurs pour se concentrer sur un récit théorique et philosophique. Ces penseurs ont laissé de côté l'essentiel. « L'essentiel, c'était que l'histoire ne se réduisait pas à l'opposition d'intérêts entre le travail et le capital, mais plutôt à un choix de préséance entre le travailleur et le consommateur ».

« Nous avons basculé dans une autre époque, celle de la gauche et de la droite également modernes et indistinguables, qui ont abandonné le travailleur tant spirituellement que politiquement pour investir pleinement la cité du consommateur ».

La cité du consommateur et ses politiques éludent la question sociale et la condition du travailleur par la proposition d'un monde nouveau où ce qui est important est l'agréable, le jeu, les plaisirs et l'ouverture.

Chapitre 12 - La question sociale du travailleur

Quelle considération a-t-on pour le travailleur dans cette cité du consommateur ou celui-ci s'auto-exploite pour nourrir ses désirs de consommation ? Le néo-libéralisme apporte la réponse suivante à cette question sociale du travailleur : chaque individu est libre de ses choix en fonction de ses désirs et contracte librement avec d'autres individus pour établir des relations. Ainsi, toutes les communautés (nation, entreprise, famille) sont considérées comme des marchés dont les échanges doivent être libres et régis par des contrats. « Le néolibéralisme radicalise la conception individualiste de la société, propre au libéralisme, et il affirme que l'idéal des rapports sociaux est l'échange libre que consentent des individus libres de suivre leurs désirs et leurs intérêts ». Le contrat de mariage fixe ainsi les cadres de la consommation conjugale en fonction des intérêts de chacun et peut être rompu facilement. Le contrat de travail encadre le capital humain…

Ce qui motive les comportements humains est donc la consommation et pas la production. Ainsi chaque situation est étudiée sous le prisme de l'apport potentiel pour un individu. Les choix se font afin de maximiser la satisfaction individuelle dans notre rapport aux autres, aux biens et au service que cet individu « consomme ».
Nous avons ainsi perdu de vue le sens du travail et des interdépendances qui nous lient au sein des différentes communautés auxquelles nous appartenons. Nous nous sommes repliés sur nous-même et n'agissons plus pour le

bien d'une communauté mais pour nos intérêts et notre plaisir personnel.
« En termes néolibéraux, l'individu, qu'il soit consommateur ou travailleur, agit selon la même logique, il calcul et contracte en fonction de ses intérêts et de ce qui lui est le plus agréable ».
La cité de la consommation est bâtie sur cette idéologie qui considère que tout peut s'acheter et qui, dans un élan progressiste, veut détruire toutes les barrières qui empêcheraient cette libre consommation.
La théorie progressiste sur laquelle se fonde la critique de la société depuis les années 1970 est donc la suivante : nous ne sommes pas libres car enfermés dans des déterminismes sociaux et naturels inventés par la société. Pour retrouver notre liberté, il faudrait donc combattre ces déterminismes par nos choix et le travail sur nous-même.
Quel rapport avec l'intelligence du travail ? Il n'y en a pas ou plus car l'individu est désormais autocentré, il travaille *sur soi* et plus pour les autres. Délaissant ainsi les questions « à quoi ça sert « et « à quoi je sers » pour les questions suivantes « Que faire de soi-même ? », « Quel travail opérer sur soi ? »
« Ainsi la question sociale se trouve-t-elle résolue : il n'y a plus ni travailleur, ni consommateur, il n'y a que des configurations de jouissance à réaliser ».
La remise en question lucide de cette critique post-moderne et du néolibéralisme ne met néanmoins pas beaucoup de temps à arriver. Les travailleurs cherchent un sens à cette consommation effrénée doublée d'une perte de repères imposée par la théorie progressiste. Revient sur le devant de la scène avec insistance cette question du sens : « A quoi cela sert-il ? ».

Chapitre 13 - La cité du consommateur : un mythe ?

Aussi plaisante soit-elle, la cité du consommateur est basée sur un double mythe : celui de la nécessité de consommer en masse et celui qui nie la réalité du travail nécessaire à la croissance.

Premier mythe : celui de l'addiction massive programmée nécessaire à la survie et au bon fonctionnement de la cité du consommateur. Sans consommation, point de croissance et la machine se grippe. Nous vivons dans l'obligation permanente de produire du superflu qui doit être consommé en masse. Nous sommes condamner à consommer pour survivre. Nous sommes condamnés à travailler pour pouvoir consommer comme tout le monde et jouir de nos vacances, de nos loisirs, des satisfactions matérielles. « Pour gagner sa vie. Quelle vie ? Celle qui le fait consommer sans vraie faim et travailler durement pour, un jour promis, pouvoir jouir de ne pas travailler ».

Second mythe : « le déni du travail réel indispensable à la croissance de la cité du consommateur ». La cité du consommateur cache le travail nécessaire au divertissement permanent privant ainsi le travailleur de « la puissance émancipatrice de son travail ».

Cette perte de sens du travail fait souffrir tous les travailleurs, les dépressions, burn-out et bore-out se multiplient. Le travailleur est abandonné, il s'est abandonné en privilégiant le consommateur qui est en lui.

Notre réaction après les attentats de 2015 reflète notre

attachement à la cité du consommateur. Notre analyse consistait à dire que les terroristes s'attaquent à notre vivre ensemble et entravent notre liberté de pouvoir vivre et consommer en sécurité. Nous nous sommes empressés d'affirmer que le plus important était de pouvoir continuer à vivre ainsi et retrouver les salles de spectacles, les stades et les terrasses de bistrot. Sans se demander si une autre société était envisageable. « Les terroristes abhorrent cette liberté. Face à leur bêtise et à leur violence, le néolibéralisme critique affirme représenter le monde civilisé défié par le déferlement archaïque et barbare. Il appelle à la défense de la cité du consommateur. Posture aussi théâtrale que l'est, dans son genre, la mise en scène du terrorisme. Elle répond par un jeu de bouffon au jeu macabres des poseurs de bombes : à leur rigorisme elle oppose le laisser-faire, comme les autres opposent les corps voilés aux corps dénudés, et le jeûne à la goinfrerie. Le terrorisme n'est que l'envers et l'enfer de notre décor. Les jumeaux s'affrontent parce qu'ils se ressemblent ».

Les questions auxquelles nous devons répondre sont : jusqu'où irons nous ? Jusqu'où pouvons nous aller ainsi ? Qu'est ce qui remettra suffisamment en cause la cité du consommateur pour que nous l'abandonnions ?

Chapitre 14 - La cité du consommateur : une impasse !

La réponse quand aux limites de la cité du consommateur est simple et connue. La cité du consommateur est une impasse car les ressources naturelles nécessaires à sa croissance sont limitées. « La prospérité de la cité du consommateur a brusquement été confronté à sa finitude ».

Le constat est sans équivoque, la masse de matières que nous consommons s'épuise. Certains courant écologistes conscients de ce constat tente de l'atténuer ou d'y répondre sans vraiment remettre en cause le fondement du problème : notre consommation boulimique dénuée de sens.

« J'affirme donc que, dès lors que le travail humain n'est plus au cœur de notre projet politique, la consommation de masse impose le sens à une production qui se déploie dans des proportions inouïes et incontrôlables ».

La nature a donc des limites que nous devons prendre en compte, mais fondamentalement ce ne sont pas ces limites qui contraignent notre avidité consommatrice, nous trouverons toujours des techniques pour les contourner. « La limite, c'est l'intelligence du travail pour la (la nature) façonner, la borne que l'homme se donne à lui même pour définir ce qui est utile et nécessaire parce qu'il en va de son effort ».

Un mythe nous fait rêver : le mythe du potager ou nous travaillons à cultiver des fruits et légumes pour notre

consommation propre et celle de notre entourage. Ce qui se cache derrière cette attirance doublée d'un brin de nostalgie c'est de recréer un lien, direct, entre notre travail et notre consommation. De pouvoir sentir et mesurer ce que produit notre travail.

Plus qu'un rêve, ce mythe du potager illustre ce que Pierre-Yves Gomez appelle *l'intelligence du travail* : « Que l'homme ait le sens de son effort et de sa place dans le cosmos, qu'il consomme ce dont il connaît la valeur parce qu'il sait ce que cela coûte d'effort ».

Cet exemple du potager pointe l'hypocrisie et l'incohérence de nos comportements, « En tant que travailleur, nous aspirons aux saisons du potager mais, en tant que consommateur, nous ingurgitons les produits des usines agricoles ».

L'enjeu est de comprendre que notre avenir écologique n'est pas dépendant des limites de la nature mais bien de la condition des travailleurs. Ils doivent être en mesure d'avoir l'intelligence de leur travail pour produire utile et ainsi sortir de la cité du consommateur.

Chapitre 15 - Rester maître de nos outils de production

L'enjeu lié à la maîtrise de nos outils de production (outils, machine, technologie,…) est de comprendre qu'ils ne remplacent pas le travail humain. Ils ne le remplacent pas car ces outils n'ont pas l'intelligence de ce qu'ils produisent, cette intelligence et ce sens est le propre du travail humain. Le travail a un sens parce qu'il est humain et seul le travail humain a un sens, une intelligence.

En revanche les outils sont porteurs de leur lot de contraintes pour leurs utilisateurs. L'outil est donc au service de l'homme car il lui permet de produire mieux mais cette efficacité a un prix : celui des contraintes imposées par les outils. La question que l'on doit se poser est donc de savoir si un outil sert l'intelligence du travail de son utilisateur ou s'il l'aliène.

Il faut donc se méfier de cette tendance à l'émerveillement pour les technologies qui fonctionneraient comme par magie sans que nous puissions les comprendre. La conséquence de cette fascination technologique est la soumission du travailleur à la machine. C'est à ce moment que nous passons de la cité du travailleur à celle du consommateur. C'est ce « point de basculement de la liberté à l'aliénation » qui nous fait passer d'une production ayant du sens à une production qui sert la consommation de masse.

Notre supériorité sur la machine ne se mesure pas par notre capacité à produire, les machines étant évidemment plus

performantes car conçues pour cela. L'homme est supérieur car « lui seul peut poser la question du sens, de l'utilité du travail et donc de l'usage de la machine ».

C'est cette question, de l'utilité du travail, qui détermine la liberté de l'homme. Ne plus y répondre, c'est abdiquer devant les machines et abandonner notre supériorité à la technique.

L'homme idolâtre devant la technologie considère les machines comme des personnes, créant ainsi une relation avec les innovations qu'il perçoit comme les promesses d'un monde meilleur. Nous développons ainsi une quasi pratique religieuse de l'innovation et du progrès technique. « Le destin des hommes semble avoir un sens puisqu'il y aura toujours des inventions. La cité du consommateur a sa religion : la technolâtrie ». Les dieux digitaux de l'innovation veillent sur nous et la technique nous permettra de faire face aux aléas naturels que nous subissons.

« L'impiété technologique que je prône est une manière de rétablir le travail vivant comme premier dans la société derrière les masques et les sortilèges des technologies toujours « nouvelles ». »

« Et si, pour le financier, une machine est un coût d'investissement qu'il faut optimiser au bénéfice de ceux qui la possèdent, alors il faut lui dire que subordonner le travail humain au rendement d'une machine, est indigne du société libre. A l'âge du pain, le paysan n'utilisait pas sa bêche à tout moment sous prétexte qu'elle ne serait pas amortie s'il ne s'en servait pas ».

Ces choix entre intelligence du travail et technolâtrie orientent notre vivre ensemble. Rappelons nous que nous travaillons pour fabriquer ensemble des communautés de sens. Redonner une place visible au travail et aux travailleurs est éminemment politique. « La guerre des deux cités a commencé ».

Chapitre 16 - La guerre des deux cités

Deux cités s'opposent et proposent deux modèles de vivre ensemble différents. A un extrême le mythe du potager où la distance entre le producteur et le consommateur est nulle. A l'autre extrême, la cité du consommateur avec une distance maximale, indescriptible et abstraite entre le producteur et le consommateur. « Entre ces deux extrêmes s'ouvrent des champs de bataille pour réhabiliter la cité du travailleur ».

La stratégie des défenseurs et acteurs de la cité du consommateur est simple : maintenir et augmenter cette distance entre le travailleur et le consommateur. Cette stratégie a pour conséquence de supprimer le lien entre consommateurs et producteurs et ainsi empêcher la formation de communautés liées par le travail, et l'utilité intelligible de celui-ci. C'est ce que nous avons illustré précédemment en montrant que l'intelligence du travail s'incarne dans et par ces communautés, façonnées par nos interdépendances. A la place, la cité du consommateur met en place des interfaces, des plateformes « par lesquelles des consommateurs isolés et anonymes achètent des objets produits par des travailleurs isolés et anonymes ».
Depuis les années 1990, des initiatives économiques et sociales émergent afin de favoriser la consommation de proximité et réhabiliter ce lien entre producteurs et consommateurs. « *L'économie de proximité* inclut des expériences aussi diverses que l'économie collaborative, l'économie de partage, les ateliers partagés ou les nouvelles formes de management par subsidiarité … ». L'hypothèse de

l'auteur est que ces initiatives participent au renouveau de la cité du travailleur. Cette hypothèse repose sur le fait que l'homme a besoin de maîtriser l'intelligence de son travail, ce besoin étant le point de résistance conscient ou inconscient à la société du consommateur et à la perte de sens qu'elle engendre. Ainsi, les sites permettant de recréer des communautés en permettant un lien direct entre le travailleur (rémunéré ou non) et le consommateur apparaissent dans les années 2000. Ces initiatives revalorisent « des savoir-faire et des compétences hors des lieux marchands traditionnels ». De nouvelles façons de produire des biens et des services naissent en dehors des organisations classiques. Ces initiatives redéfinissent le travail qui devient libre, morcelé et instable, pilier d'un nouveau vivre ensemble à travers des communautés elles mêmes éphémères, parfois virtuelles et changeantes. Les organisations doivent faire face à ces nouvelles formes de travail et aux nouvelles habitudes et envies des travailleurs. Le travail désincarné et rémunéré des entreprises a incité les travailleurs à chercher du sens et à mettre à disposition leur compétences dans des formes de travail parallèles, souvent gratuites et donc difficiles à concurrencer. La cité du consommateur a favorisé, malgré elle, une forme de travail autonome et libre qui a remis en cause le travail rémunéré dans des organisations normalisées et hiérarchisées.

« Faute de voire cela, on ne comprend pas un des grands paradoxes de la crise contemporaine : le déclin annoncé du salariat est la conséquence de la concurrence que les particuliers qui travaillent dans l'économie de proximité *se livrent à eux-mêmes*…en tant qu'ils continuent d'être salariés ».

La guerre des deux cités est une bataille schizophrène où les combattants défendent, parfois sans le savoir, des intérêts divergents. D'un côté ils cherchent à protéger leur acquis de salariés tout en souhaitant, de l'autre côté, retrouver le plaisir du travail utile et libre de l'économie de proximité. En voulant fuir la cité du consommateur boulimique du travailleur désincarné, ils mettent en danger leur propre acquis.

Dans cette guerre trois fronts sont ouverts :

1. L'appropriation des plateformes numériques (chapitre 17).
2. La maîtrise de la robotisation de l'industrie et des services (chapitre 18).
3. La redéfinition des outils de gestion des organisations (chapitre 19).

Chapitre 17 - La maîtrise des plateformes

Grâce aux plateformes de mise en réseaux nées dans les années 2000, de nouveaux liens ont été tissés, brisant ainsi l'isolement des consommateurs et des travailleurs. De nouvelles communautés, souvent virtuelles, naissent. L'enjeu est donc désormais de savoir qui contrôle ces plateformes, qui sont ces nouveaux « faiseurs de communautés » et comment les contrôler. La bataille se déplace donc sur le contrôle de ces plateformes et leur organisation : plus ou moins décentralisées et libres d'accès.

Il est important de comprendre le fonctionnement de ces plateformes car en tant qu'utilisateurs, nous devons discerner sur leur utilisation. Cette utilisation est à double tranchant : est-ce que je participe à un travail collaboratif et de proximité ou est-ce que je contribue, malgré moi, à l'émergence de plateformes géantes et centralisées ? Là encore mon comportement compte. Là encore je passe d'une contribution à la cité du consommateur si j'utilise certaine plateformes et à la cité du travailleur si j'en utilise d'autres.

L'appropriation des plateformes par des acteurs économiques revêt deux principales sources de profit considérables :

1. Faire travailler, en masse et gratuitement, des millions de personnes en retraitant leurs données pour les faire consommer davantage.
2. Contrôler les interfaces qui transforment le marché du travail. Les plateformes numériques remette en cause

l'organisation du marché du travail et ses règles en donnant la possibilité de travailler « à la demande » de façon ponctuelle, indépendante et autonome. Cette forme de travail est mal ou pas encadrée par la loi. « Comme jadis l'exode rural a fait basculer notre société du travail domestique au travail salarié, *l'exode digital* la ferait passer du travail salarié au travail indépendant ».

« Deux façons de vivre ensemble sont en compétition. Elles dépendent de la gouvernance des communautés qui naissent du travail sur internet, c'est à dire de la manière de décider de l'usage des plateformes numériques ».

Chapitre 18 - Les enjeux de la robotisation

Le deuxième enjeu pour retrouver l'intelligence du travail est celui de la robotisation et de savoir si celle-ci servira ou non la condition du travailleur. La bataille se situe sur la façon de percevoir la robotisation. La robotisation est-elle un outil au service du travail humain ou, au contraire, un nouveau moyen de détruire le travail humain et d'asservir le travailleur ?

La robotisation porte également en elle les espoirs d'une redéfinition des lieux et des façons de produire. Elle pourrait permettre de relocaliser la production et de produire à plus petite échelle avec des coûts compétitifs. La robotisation permet d'envisager « *une industrie de proximité* avec de petites unités de production fabriquant rapidement, pas cher mais en petites séries ». Envisagée ainsi, la robotisation rebattrait les cartes de la globalisation en favorisant la production locale, utile et les circuits courts. Née de cette possibilité, la culture *maker* s'organise en petit ateliers de production, les fablabs, ouverts à tous (particuliers et entreprises) autours d'une gouvernance commune pour inventer ensemble et produire local.

Quelle robotisation veut-on ? Une robotisation au service du consommateur qui affaiblit encore le travailleur ou une robotisation au service de l'économie de proximité qui pourrait enrichir les activités domestiques ou associatives ? Le robot est-il au service du travailleur ou du consommateur ? Là encore, deux formes et deux possibilités de vivre ensemble.

Chapitre 19 - Redéfinir la gestion et l'organisation des entreprises

Une troisième bataille doit être menée pour restaurer l'intelligence du travail. Cette bataille se joue au cœur des entreprises qui doivent redéfinir leur gestion et leur organisation. Les entreprises ont perdu deux monopoles :

- Celui de l'organisation du travail puisque d'autres formes de travail prennent de plus en plus d'importance et concurrencent le salariat.
- Celui de la créativité et de l'innovation

Les organisations sont donc dans l'obligation de réinventer leurs façons de travailler et d'innover.

Les entreprises doivent se réinventer afin de répondre au besoin de sens et d'intelligence du travail de leurs salariés et continuer de susciter un intérêt suffisant pour que ceux-ci restent et continuent d'être productifs.

Les entreprises doivent redevenir des communautés de sens qui se réalisent par le travail et la solidarité et non pas des plateformes de compétences volatiles.

Se réinventer est une obligation pour que les salariés des entreprises restent motivés. Cette réinvention n'est pas une question d'outils ou de règles qui pourraient permettre une meilleure gestion, ils ne font que renforcer la désincarnation de la communauté ; c'est une question de vision et de propositions pour retrouver l'intelligence du travail. Ce n'est pas non plus une question de temps de travail qui ne fait que limiter le « temps de non-sens ».

La désincarnation du travail touche particulièrement les cadres qui, paradoxalement, doivent l'organiser et la subir. La subir car la révolution managériale en cours promeut un nombre de niveaux hiérarchiques limités, la décentralisation des décisions et la subsidiarité. Ce mouvement vise également à améliorer la condition du travailleur pour qu'il puisse se concentrer sur ses tâches et ne pas être dépendant d'une multitude d'outils. « L'enjeu sera d'inventer une entreprise où la place centrale du travail humain est une expression de son intelligence ».

Cette troisième bataille doit être menée *dans* les entreprises mais également *en dehors* pour que les autres formes de travail permettent l'expression de l'intelligence du travail humain.

Chapitre 20 - Comment agir à l'avènement de la cité du travailleur ?

La guerre des deux cités a lieu sous nos yeux conditionnant notre vivre ensemble selon la considération donnée au travail et à la condition du travailleur. Les combats que nous menons aujourd'hui pour réhabiliter le travail et la condition du travailleur définissent notre société de demain. Le champ des possibles est encore ouvert, en avoir conscience c'est remettre en cause la toute-puissance de la société de consommation et son avènement auto-proclamé.

L'enjeu du combat réside donc dans l'appropriation ou la réappropriation des outils industriels, technologiques ou de distribution. Se les approprier signifie être capable de les considérer à leur juste valeur, comme outils de notre travail.

L'avènement de la cité du travailleur sera possible grâce à un double combat : celui de l'émergence d'un projet politique qui réhabilite la condition du travailleur, qui reconnaît la place du travailleur et ainsi la place du citoyen. Et un combat « d'homme à homme » qui se joue parfois en nous-mêmes, pour défendre et agir pour la cité du travailleur. Nos habitudes de travail et de consommation sont des choix qui comptent dans l'avancé ou le recul des deux cités.

Nous devons exiger des politiques qu'il se saisissent de cet enjeu et choisissent leurs camps, ils contribueront à la définition de notre vivre ensemble par leurs engagements et

actions.

L'auteur formule trois propositions pour guider l'action politique en faveur de la cité du travailleur :

1. La répartition des revenus

« Dans la cité du travailleur, toutes les formes de travail sont reconnues comme participant à la construction de la société (…) ». Il faut prendre en compte l'utilité de toutes les formes de travail dans la réflexion sur la vision politique du travail. Cette prise en compte est subtile car il pourrait s'agir de considérer que toutes activités participent à un marché et considérer ainsi des pans entiers de notre société comme un marché ce qui n'était plus le cas et n'est pas souhaitable. Il faut dépasser cette subtilité pour que chacun, notamment par des formes de travail non rémunérées, soit considéré lorsqu'il travaille en faveur de la cité du travailleur. On peut avancer l'idée d'un revenu universel dont pourrait bénéficier les travailleurs domestiques ou bénévoles, reconnaissant ainsi leur contribution à la société. Là encore deux visions s'opposent : il est choquant de donner un revenu universel à une personne inactive qui le dépenserait pour participer à la consommation de masse. Le revenu universel étant alors un moyen artificiel pour permettre à la cité du consommateur de perdurer face au chômage de masse, à la robotisation, et aux délocalisations par exemple. Un revenu pour *ne rien faire* dans une société ou le travail n'aurait plus sa place où seule la consommation oisive et agréable compte.

La deuxième vision est celle décrite plus haut, celle d'un revenu universel qui reconnaît et rémunère ceux qui contribuent à notre vivre ensemble par leur travail non rémunéré. Ils sont des bâtisseurs de communautés. L'enjeu

est alors d'évaluer le travail positivement ainsi que l'engagement de chacun dans les activités sociales et utiles. Tout comme les dons aux associations reconnues d'utilité publique sont reconnus, l'idée serait de reconnaître le travail bénévole d'utilité publique et de le compenser. Certains pays tel que la Finlande le teste actuellement.

Ainsi la façon d'accorder ce revenu universel serait symptomatique de la cité que l'on souhaite bâtir : basée sur le travail ou basée sur la consommation et le loisir.

2. La protection des nouveaux travailleurs indépendants

Nous l'avons vu, le travail salarié perd du terrain au profit des travailleurs indépendants. Il faut protéger ces travailleurs afin qu'ils bénéficient des mêmes protections afin d'éviter toutes régressions sociales. Là encore deux visions politiques s'opposent dans la façon de gérer cette montée en puissance des travailleurs indépendants. Dans la cité du consommateur, ils permettent de fluidifier le marché, leur précarité permet de faire tourner la consommation, tant qu'il y a de l'offre. Dans la cité du travailleur, le travail indépendant permet de contribuer à une communauté, il doit être protégé et son utilité jugée collectivement afin d'éviter les ruptures de rémunérations trop importantes. Les législations doivent être stables et les travailleurs organisés en communautés d'indépendants qui cherchent à maîtriser l'intelligence de leur travail.

3. Le contrôle des technologies digitales et robotiques

La gouvernance des nouvelles plateformes numériques de collaboration ou de mise en relation de travailleurs autonomes est un enjeu politique crucial. Là encore deux

visions politiques s'opposent : celle de plateformes centralisées et hautement capitalistiques et celles avec une gouvernance décentralisée, gérées par les utilisateurs eux-mêmes au service de communautés. Les plateformes doivent être pensées et utilisées comme des outils au service de communautés et non pas comme des moyens capitalistiques centralisés asservissant les travailleurs autonomes. La gouvernance de ces plateformes doit donc être au cœur des politiques publiques et leur utilité pour le vivre ensemble récompensée.

« J'affirme que toute société libre repose sur l'intelligence du travail de ses citoyens, et que la consommation de masse, du fait même de sa logique addictive nous dérobe cette intelligence ».

Chapitre 21 - Conclusion

Chacun d'entre nous, par ses actes, a son rôle à jouer dans cette guerre des deux cités qui a lieu sous nos yeux mais aussi en chacun de nous. Croire que cette guerre se gagnera par en haut est lâche, être spectateur et commentateur de cette guerre, c'est laisser d'autres choisir et ne pas *travailler* à l'avènement de la cité du travailleur, justement. Nous l'avons vu, travailler, c'est agir pour notre vision du vivre ensemble au sein de communautés qui sont les organes vivants de notre société.

« Pour être libres, il nous faut pourtant choisir. Deux désirs de libertés inspirent deux citoyens : l'un est fier d'exhiber tout ce qu'ils peut consommer ; l'autre trouve le respect de lui-même en se sentant utile. Ce sont deux façons de *vivre ensemble* en jouissant du bonheur d'exister. Et deux façons d'agir en conséquence… ».

Fin du résumé

Qu'avez-vous pensé de ce résumé ?

Envoyez un mail à contact@hdesaintvincent.com et donnez-moi votre avis !
Cela me permettra d'améliorer ce résumé et d'en écrire d'autres qui correspondent à vos attentes.

Enfin, je vous invite à partager ce résumé avec votre encourage, le but est qu'il serve au plus grand nombre !